

LE POING



Numéro 14

Février 2025

Non à la démission !

Ainsi, Bayrou a pu passer son budget d'austérité pour ramener le déficit à 5,4 % du PIB.

C'est le volet « dépenses » qui a été privilégié au volet « recettes », avec 32 milliards d'euros de coupes budgétaires (10 milliards d'efforts supplémentaires).

Ce n'est pas neutre, les intérêts des plus riches au détriment de la très grande majorité de la population et en particulier pour nous les fonctionnaires victimes de la double peine. Moins d'argent pour la fonction publique c'est un accès toujours plus limité aux services publics que nous utilisons comme tout le monde, mais c'est aussi pour nous :

- les suppressions d'emplois
- le gel du point d'indice (mis en place par Nicolas Sarkozy) qui continue,
- en cas de maladie, le maintien du salaire à seulement à 90 % (800 millions)
- la fin de la GIPA (800 millions)

Or, depuis 2020, le pays a versé 200 milliards d'euros par an, soit 800 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises en quatre ans.

Pour rappel, le coût estimé pour l'État de la hausse de 1 % du point d'indice est de 2 milliards d'euros...

Il ne faut pas oublier que les fonctionnaires sont aussi des agents économiques par leur consommation et leurs investissements (le ruissellement, le vrai).

Tout aussi grave se développe l'idée que c'est encore mieux de pousser les fonctionnaires à prendre la porte !

L'attaque contre les fonctionnaires prend une dimension internationale.

Les images choc de la tronçonneuse du président argentin sont déjà dépassées. Avec l'élection de Trump, nous voilà abreuvés de déclarations sur des coupes brutales dans les effectifs des fonctionnaires fédéraux américains. Tout y passe : Sûreté nucléaire, contrôle aérien, police (FBI), armée (Pentagone).

En France, ce courant transpartisan qui déteste les fonctionnaires se heurte à l'impossibilité de procéder à des licenciements de fonctionnaires pour motif économique. Il ne reste qu'une carte à jouer, la pression, par le management et les règles de gestion. Les départs de messieurs Guérini et Kasbarian, nos ex-ministres de la fonction publique qui ont fait du sujet du licenciement des fonctionnaires leur priorité, n'y change rien. La volonté de diminuer le nombre de fonctionnaire au-delà du non remplacement des départs en retraite progresse. On le sent concrètement :

- avec la nouvelle approche de la DG sur les dossiers disciplinaires (augmentation de la communication sur le sujet, recherche de dossiers),
- avec l'annonce brutale de la fin des mouvements locaux des A qui ouvre la porte à la mise en place d'un outil broyeur d'agents avec la remise en cause incessante de leur compétence.

Nous voilà affublés d'un réseau de Conseillers Mobilité Carrière qui pourront proposer des solutions alternatives aux collègues qui ne trouveraient pas un poste. Disons-le clairement, c'est l'embryon d'une

cellule de reclassement qui vient de se déployer en interne.

Le tableau peut sembler noir mais des perspectives existent pour l'avenir. Le 5 décembre, en pleine incertitude gouvernementale, nous avons obtenu une forte mobilisation et indirectement nous avons bloqué le budget Barnier.

Dernièrement, concernant la réforme de l'accueil et la fin du mouvement local des A, de nombreux collègues ont repris le chemin des Heures Mensuelles d'Informations syndicales !

Nous sommes un groupe, devenons une masse !
Syndiquons-nous,
continuons le combat,
continuons le mouvement !

Sébastien RIOUX

ACTUALITÉ

L'enfer fiscal !
Par collectif/retraités

DÉCRYPTAGE

Ressources humaines
Par Sophie Abondance

LOCAL

Travailler à Bourgoin Jallieu
Par Françoise Salerno
Visite St Marcellin
Par Sébastien Rioux

Quand Bernard Arnault crie à l'enfer fiscal ...

M. Arnault est en colère. Rendez-vous compte ! Cette année, le gouvernement va taxer de façon temporaire les bénéfices des grandes boîtes françaises réalisant un chiffre d'affaires d'au moins un milliard d'euros. Pour l'homme le plus riche de France (avec une fortune de 190 milliards d'euros):

Pour M. Arnault "C'est la taxation du Made in France"

Notons au passage la frilosité d'un gouvernement qui veut bien faire l'effort d'un semblant d'équité fiscale, mais temporairement.

Sophie Binet a dénoncé un chantage à l'emploi rapprochant le montant attendu de la surtaxe (8 milliards) avec les dividendes versés en 2024 par le CAC 40 (98,2 milliards).

Puis, volant au secours de M. Arnault, Jordan Berdella s'en est pris à Binet : » Nos grandes entreprises sont mondialement reconnues et portent haut le drapeau tricolore. Honte à Sophie Binet," la révolutionnaire du Boulevard Saint Germain !".

Le président du R.N. veut faire oublier les délocalisations massives des grands groupes malgré une politique de l'offre très généreuse (baisse des taux de l'impôt sur les sociétés , exonération massive de cotisations patronales , suppression progressive de la C.V.A.E. (Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises) , etc

Ainsi, le groupe de B.Arnault (L.V.M.H.:Louis Vitton -Moët-Hennessy) n'emploie plus en France que 18% de ses effectifs totaux.

Valéo continue de délocaliser notamment en Pologne en fermant son usine à Saint-Quentin Fallavier.

Il est grand temps de ne plus céder aux lamentations des grands patrons et de mettre en place une fiscalité équitable pour relancer la consommation intérieure au profit de celles et ceux qui ont de petits revenus, restaurer les services publics, inciter à la réindustrialisation du pays , arrêter de verser des aides aux entreprises sans conditions, ni contreparties et contrôles...



Ressources humaines de plus en plus rares !

RECRUTEZ !

Message sur ULYSSE du 24 février 2025 :

« Afin d'ajuster des besoins de recrutement identifiés postérieurement aux travaux menés dans le cadre du PLF 2025, **la directrice générale a décidé, ce jour, de faire appel aux listes complémentaires des concours. Cet appel est fait dans les conditions suivantes :**

- 862 agents au titre du concours externe de catégorie C (rang 21 au rang 882);
- 64 agents au titre du concours interne spécial de contrôleur (rang 1 au rang 64).

En outre, la liste complémentaire de 4 agents de la liste d'aptitude pour l'accès au grade de contrôleur des finances publiques de 2ème classe est appelée dans son intégralité. Cet appel aux listes complémentaires, immédiatement après la publication des résultats des concours, **témoigne de l'importance qu'accorde la DGFIP au recrutement de titulaires par concours** qui demeure la voie privilégiée d'entrée au sein de notre administration. Cet effort traduit également **l'engagement constant de la DGFIP à mettre au service des directions les ressources humaines nécessaires à l'accomplissement de leurs missions.**»

Tant de mauvaise foi serait risible si cela n'avait pas autant de conséquences, sur nos missions de service public, nos conditions de travail et nos vies tout entières. Car oui, derrière les chiffres il y a des personnes, il y a des gens, des êtres de chair et d'os. Et depuis de trop nombreuses années il n'y a qu'un seul horizon, qu'un seul cap à la DGFIP : supprimer des emplois et détruire des missions ! Alors oui, on préfère rire jaune pour ne pas pleurer.

Mais comment oublier que la DGFIP traverse une crise (qui n'est pas sans rappeler celle qu'ont connue les employés de France Télécom de 2007 à 2010) ? On y trouve les mêmes ingrédients : des réformes

imposées à tous, une intervention systématique des cabinets de conseil, un management pathogène, une réduction drastique des effectifs, des mobilités imposées, une incompréhension des personnels et au bout des dépressions, des suicides, une catastrophe sociale et humaine ! Les personnels s'échinent « à faire quand même le travail » mais s'épuisent jusqu'à parfois souhaiter mettre fin à leurs jours : 4 suicides et 2 tentatives de suicide depuis le 1er janvier 2025 à la DGFIP.

Revenons aux chiffres, pour parler une langue audible et compréhensible par notre direction et notre directrice générale si soucieuse de ses ressources humaines...

Pour les B, ce sont bien 130 postes initialement ouverts au Concours interne normal qui n'ont pas été attribués ! Réponse de la DG : l'arrêté fixe un nombre maximum de recrutement et non pas une obligation de recruter ce nombre. Ainsi l'administration « assume » d'avoir fait le choix de ne pas appeler des candidats ayant une note inférieure à 10 (supérieure à la note éliminatoire). Il ne faut voir là aucun souci d'économies budgétaires avec effet d'aubaine (notamment sur les coûts de formation des écoles)...

La situation projetée au 1/03/2025 donne 3185 vacances d'emplois B et 2299 vacances d'emplois C. Les recrutements, même abondés, sont très loin de couvrir

les vacances et les besoins réels des services ! Les directions locales auront donc encore recours au mode de recrutement par voie contractuelle. La part des personnels sous contrat ne cesse d'augmenter dans le volume global des effectifs de la DGFIP.

Pour la CGT Fip 38 il est urgent de recruter à hauteur des besoins pour nous permettre d'exercer correctement l'ensemble de nos missions de service public.

Et au lieu d'éliminer, recrutez !

Recrutez massivement aux concours !



La qualité de vie au travail conditionnerait l'attractivité...

Quand on découvre le site de Bourgoin-Jallieu, on se dit 2 choses :

- tous les agents de France ne sont pas traités à la même enseigne
- nos collègues de BJ ont bien du mérite

➔ Comment arriver motivé au bureau quand on doit y payer son parking tous les jours ?

Le NRP est terminé depuis belle lurette et les promesses de régler cette question n'ont pas été tenues. Donc le salaire s'en voit diminué par le coût du stationnement pour les agents de BJ. Et encore faut-il qu'ils obtiennent une place dans le parking saturé le plus proche. Sinon, ils se lèvent 30 mn plus tôt et se garent à l'entrée de la ville, au parking de la Bourbre !

➔ Comment se satisfaire d'une gestion des priorités qui dégrade le travail en raison des baisses d'effectifs (aggravées par le NRP) en imposant parfois de créer des SPI ou des SIREN provisoires...

➔ Comment arriver plein d'entrain au bureau quand on sait qu'on aura froid ?
Que l'accueil ne permet aucune confidentialité et que ça TEND les contribuables qui n'ont pas besoin de

l'être...quand l'accueil a lieu dans un bureau si étroit qu'on ne peut pas y fixer un bras médical articulé, Que l'ascenseur ne fonctionne pas...(en cours de remplacement)...Quand l'accès aux toilettes est si étroit qu'il faut s'asseoir avant de fermer la porte, Que le lavabo risque de s'effondrer ?...

➔ Pas de climatisation non plus.
et le comble ?

➔ Comment arriver serein chaque jour au travail lorsque plane ce risque sournois de l'amiante ?
Cela fait plusieurs années que des mesures ont été prises aux archives et que la direction s'est rendue sur place pour expliquer qu'il n'y avait aucune crainte à avoir.

Les archives ont quand même été fermées, et chacun, concerné, devait recevoir une attestation d'exposition en milieu empoussiéré.

L'apaisement n'a été que de courte durée, puisque de nouvelles mesures s'imposent.

**Alors risque ou pas risque ? Attestation ou pas ?
(pour tous ceux qui sont passés par là, y compris retraités, auxiliaires, stagiaires, contractuels...).**

Brèves de visites : Saint Marcellin.

Avec les collègues du SIP nous avons pu parler rémunération et conditions de travail. Nous avons été surpris par l'affluence à l'accueil. Pendant notre visite, une collègue est venue à plusieurs reprises demander du renfort.

Le SGC dispose de plusieurs open-space qui n'ont pas tous la même configuration. Pour l'un d'entre eux, cela pose des problèmes en termes de bruit. Les effectifs sont insuffisants. Il manque 1 emploi dans chaque pôle. Le travail revient bien souvent à prioriser les priorités. Nous

avons aussi été alertés sur le problème de sécurité au niveau d'une des portes d'entrée du service.

Dans les deux services, les collègues ont exprimé l'urgence d'une amélioration des conditions d'accueil des usagers.

Les contribuables sont encore très nombreux à se déplacer notamment pour régler par chèque. Au rez-de-chaussée, la signalétique doit être revue dans l'entrée (besoin d'un panneau lumineux), l'ascenseur doit être réparé. Une pétition d'usagers a circulé et été adressée à la mairie propriétaire des locaux. Les conditions d'accueil ne sont pas dignes de notre administration.



Prise de contact, demande d'adhésion (bulletin à nous renvoyer)

NOM :	Prénom :
Service :	Résidence :
Mail :	Souhaitez-tu adhérer : OUI ☐ non pas tout de suite ☐

CGT Finances Publiques Isère
38-40 Avenue Rhin et Danube-38047 Grenoble Cedex 2
Tel CFP Rhin et Danube : 04 76 39 38 74 (interne : 3834)
Mail : cgt.ddfip38@dgfip.finances.gouv.fr
Site : <http://www.financespubliques.cgt.fr/38/>

